



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 21 avril 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Je me réfère à ma lettre du 22 novembre 2002 (S/2002/1280).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le troisième rapport ci-joint, présenté par l'Australie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 8 avril 2003, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à la lettre du 15 novembre 2002, par laquelle votre prédécesseur, l'Ambassadeur Jeremy Greenstock, a demandé un rapport faisant le point sur l'adoption et l'entrée en vigueur de la législation antiterroriste encore devant le Parlement australien au moment où l'Australie a présenté le complément de son deuxième rapport au Comité.

J'ai le plaisir de vous adresser ce nouveau rapport, qui contient les informations requises (voir annexe).

Je tiens également à vous féliciter de votre nomination à la présidence du Comité et à vous assurer de l'entière coopération et de l'assistance de l'Australie pendant toute la durée de votre mandat.

(Signé) John **Dauth**

Pièce jointe

Supplément au deuxième rapport présenté par l'Australie au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001

1. Par une lettre du 15 novembre 2002, le Comité a demandé un rapport sur l'adoption et l'entrée en vigueur de la législation antiterroriste encore devant le Parlement australien le 18 juillet 2002, date de la présentation du rapport supplémentaire. Le présent rapport répond à cette demande.

2. La nouvelle législation antiterroriste du Gouvernement était constituée des lois suivantes :

Loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme);

Loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme;

Loi de 2002 portant modification du Code pénal (attentats terroristes à l'explosif);

Loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité aux frontières;

Loi de 2002 portant modification du Code pénal (propagation de fausses nouvelles et autres infractions).

La loi de 2000 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme), la loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme, la loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité aux frontières et la loi de 2002 portant modification de la loi sur l'interception des télécommunications ont reçu la sanction royale le 5 juillet 2002, de même que la loi de 2002 portant modification du Code pénal (attentats terroristes à l'explosif) le 3 juillet 2002, et la loi de 2002 portant modification du Code pénal (propagation de fausses nouvelles et autres infractions) le 4 avril 2002. Ces lois introduisent un certain nombre de dispositions nouvelles, décrites ci-après.

Trahison

3. La loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité a remplacé l'ancien article 24 (crime de trahison) de la loi pénale de 1914 par une nouvelle disposition (art. 80.1) du Code pénal, entrée en vigueur le 6 juillet 2002. Est désormais considéré comme un acte de trahison le fait d'aider une tierce partie engagée dans des affrontements armés avec les forces de défense australiennes, même si ladite partie est une organisation et non un État étranger et s'il n'y a pas eu de déclaration de guerre officielle. Les atteintes visant directement le Gouverneur général, le Premier Ministre et la Souveraine sont également des actes de trahison.

Actes de terrorisme

4. La loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme) introduit de nouvelles infractions, qui ont pris effet le 6 juillet 2002 :

- Article 101.1 Commettre un acte de terrorisme (puni de la prison à vie)
- Article 101.2.1 Prodiguer/suivre un entraînement lié à un acte de terrorisme, en toute connaissance de cause (25 ans d'emprisonnement)
- Article 101.2.2 Prodiguer/suivre un entraînement lié à un acte de terrorisme, en négligeant délibérément l'existence de ce lien (15 ans d'emprisonnement)
- Article 101.4.1 Être en possession d'un objet lié à un acte de terrorisme, en toute connaissance de cause (15 ans d'emprisonnement)
- Article 101.4.2 Être en possession d'un objet lié à un acte de terrorisme, en négligeant délibérément l'existence de ce lien (10 ans d'emprisonnement)
- Article 101.5.1 Se procurer/produire un document lié à un acte de terrorisme, en toute connaissance de cause (15 ans d'emprisonnement)
- Article 101.5.2 Se procurer/produire un document lié à un acte de terrorisme, en négligeant délibérément l'existence de ce lien (10 ans d'emprisonnement)
- Article 101.6 Commettre des actes en préparation ou en prévision d'un acte de terrorisme (prison à vie)

5. Le terme « acte de terrorisme » est défini à l'article 100.1 comme le fait de commettre, ou de menacer de commettre, au nom d'une cause politique, idéologique ou religieuse, un acte visant à user de contrainte ou d'intimidation à l'encontre du Gouvernement australien ou d'un gouvernement étranger, de la population ou d'une partie de celle-ci. Pour être considéré comme terroriste, l'acte doit également porter gravement atteinte à l'intégrité physique des personnes ou causer des morts, ou mettre gravement en danger la santé et la sécurité publiques, détruire massivement des biens, ou perturber sérieusement les systèmes électroniques. La menace de commettre de tels actes est également considérée comme du terrorisme.

6. L'activité militante pacifique, les manifestations d'opposition, l'expression des divergences et les mouvements revendicatifs ne constituent pas des actes de terrorisme au sens de la loi s'ils n'ont pas pour but de porter gravement atteinte à l'intégrité physique des personnes, de causer la mort d'autrui, de mettre des vies en danger hormis celle de leurs auteurs, ou de compromettre gravement la santé et la sécurité de l'ensemble ou d'une partie de la population.

Organisations terroristes

7. La loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme) introduit dans le Code pénal de nouvelles dispositions (entrées en vigueur le 6 juillet 2002) concernant les activités des organisations terroristes :

- Article 102.2.1 Diriger de plein gré les activités d'une organisation en sachant que ladite organisation est une organisation terroriste (25 ans d'emprisonnement)

- Article 102.3 Être membre de plein gré d'une organisation figurant sur la liste établie par le Conseil de sécurité de l'ONU dans une résolution relative au terrorisme, en sachant que ladite organisation est une organisation terroriste (10 ans d'emprisonnement)
- Article 102.4.1 Recruter délibérément autrui dans une organisation en sachant que ladite organisation est une organisation terroriste (25 ans d'emprisonnement)
- Article 102.5.1 Assurer/suivre de plein gré un entraînement dans une organisation en sachant que ladite organisation est une organisation terroriste (25 ans d'emprisonnement)
- Article 102.6.1 Accepter de plein gré des fonds d'une organisation en sachant qu'il s'agit d'une organisation terroriste, ou financer volontairement une telle organisation (25 ans d'emprisonnement)
- Article 102.7.1 Fournir de plein gré à une organisation dont on connaît le caractère terroriste un appui ou des ressources susceptibles de l'aider à se livrer à des actes de terrorisme (25 ans d'emprisonnement)

Chacune de ses dispositions, sauf celle qui concerne l'appartenance à une organisation terroriste, se double d'un sous-alinéa 2 incriminant la participation par négligence, punie d'une peine maximum de 15 ans d'emprisonnement.

8. La définition de l'organisation terroriste, telle qu'elle figure à l'article 102.1.1, conditionne l'application de chaque infraction. Une organisation peut être considérée comme terroriste dans deux cas de figure. Premièrement, si un individu est poursuivi pour une infraction en relation avec une organisation terroriste. L'organisation est dite terroriste si un tribunal a acquis l'intime conviction qu'elle a directement ou indirectement contribué à préparer, planifier, appuyer ou faciliter un acte de terrorisme (qu'il ait ou non été exécuté). Deuxièmement, si elle est désignée comme telle par décret ministériel. Elle ne peut l'être que si le ministre estime, sur la base d'éléments probants, qu'elle est visée ou concernée par une décision du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative au terrorisme et qu'elle a directement ou indirectement contribué à préparer, planifier, appuyer ou faciliter un acte de terrorisme (qu'il ait ou non été exécuté). Le décret s'applique pendant deux ans à compter de son entrée en vigueur.

Financement du terrorisme

9. La loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme introduit dans le Code pénal une nouvelle disposition (art. 103.1), entrée en vigueur le 6 juillet 2002, érigeant en infraction le fait de fournir ou collecter (intentionnellement) des fonds en négligeant délibérément l'éventualité de leur utilisation à des fins terroristes. La peine maximum encourue est la prison à vie.

Renseignement financier

10. La loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme a modifié, depuis le 5 juillet 2002, l'article 16 de la loi de 1988 relative à la notification des transactions financières, pour obliger les courtiers en liquidités à déclarer les transactions qu'ils soupçonnent d'avoir des liens avec le terrorisme. De plus, le

Directeur du Centre australien de notification et d'analyse des transactions financières (Austrac, l'agence australienne du renseignement financier), le Directeur général de la police et le Directeur général de la sécurité ont été autorisés à communiquer directement aux gouvernements, organes judiciaires et services du renseignement financier étrangers des renseignements sur des transactions financières, à condition de veiller à en préserver le caractère confidentiel et de s'assurer qu'ils sont utilisés à bon escient et seulement aux fins qui ont motivé la demande.

Gel des avoirs

11. La loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme a introduit un nouveau titre 4 à la loi de 1945 relative à l'Organisation des Nations Unies pour remplacer le règlement de 2001 relatif à la Charte des Nations Unies (mesures anti-terroristes) en tant que mécanisme pour l'exécution des obligations de l'Australie concernant le gel des avoirs des terroristes en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Les amendements sont entrés en vigueur le 13 décembre 2002.

12. L'article 20 érige en infraction le fait d'utiliser, de négocier, de permettre ou de faciliter l'utilisation ou le négoce d'avoirs susceptibles d'être gelés. L'article 21 érige en infraction le fait de mettre directement ou indirectement des avoirs à la disposition d'une personne ou entité hors la loi. Les avoirs susceptibles d'être gelés sont des avoirs détenus ou contrôlés par des personnes ou entités hors la loi, ou figurant sur la liste établie par le ministre à l'article 15, ou le produit dérivé ou tiré de ces avoirs. Les personnes ou entités hors la loi sont celles qui figurent à l'article 15 de la loi ou à l'article 18 du décret ministériel. L'article 15 autorise le Gouverneur général à fixer par la voie réglementaire les vérifications prescrites avant l'inscription de personnes, d'entités ou d'avoirs sur les listes dans le but de donner effet aux décisions prises par le Conseil de sécurité en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur le terrorisme et le gel des avoirs. L'article 22A autorise le Gouverneur général à fixer par voie réglementaire les procédures relatives au gel des avoirs.

13. Conformément aux articles 15 et 22A, le Gouverneur général a institué le texte réglementaire de 2002 relatif à la Charte des Nations Unies (terrorisme et gel des avoirs), dont les articles 2 à 6 définissent la transition entre les anciens et les nouveaux dispositifs de gel des avoirs et les « vérifications prescrites » prévues à l'article 15 [à savoir personnes, entités ou fonds mentionnés au paragraphe 1 c) de la résolution 1373 (2001)]. Les articles 7 à 12 définissent la procédure prévue à l'article 22A.

Programme pour les agents de la sécurité aérienne

14. La loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme) a également modifié la loi de 1987 relative au Service australien de la protection et la loi pénale de 1991 (aviation). Elle élargit les pouvoirs des agents du Service australien de la protection, qui peuvent désormais arrêter sans mandat les auteurs d'infractions et attentats terroristes, y compris sur les vols internationaux en cas de piratage et autres actes criminels visés par la loi de 1991. La loi de 1987 relative au Service australien de la protection définit les pouvoirs des agents pour ce qui est de certaines infractions, par exemple pouvoir d'arrestation sans mandat pour piratage

d'un aéronef australien. Les attributions et pouvoirs des agents sont définis aux articles 6 et 13 à 18 de la loi.

Examen des lois

15. L'examen des dispositions de la loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité (terrorisme) est prévu en son article 4, qui prévoit aussi l'examen de la loi de 2002 relative à la répression du financement du terrorisme, de la loi de 2002 portant modification de la loi sur la sécurité aux frontières et de la loi de 2002 portant modification du Code pénal (Répression des attentats terroristes). Cet examen doit intervenir dès que possible après le troisième anniversaire de la date d'entrée en vigueur des amendements (c'est-à-dire après le 6 juillet 2005). Dans un premier temps, les textes seront examinés par un comité présidé par un magistrat à la retraite nommé par le Gouverneur général. Le rapport du Comité sera transmis à la Commission parlementaire mixte sur les Services du renseignement australien, le Service australien du contre-espionnage et la Direction des signaux de la Défense. Cette deuxième instance examinera les dispositions sur la base de l'article 29 (1) (b) de la loi de 2001 relative aux Services du renseignement, et fera rapport au Parlement.
